

Jeanne Fromonteil, une femme communiste

1960 - 1970

Cyrielle Guinouard, Mathilde Thinon¹

Cet article est issu d'un entretien avec Paul Fromonteil, qui nous a accueillies à son domicile en décembre 2019, afin de partager son histoire personnelle et celle de sa femme, Jeanne, en tant que militants communistes. Il nous confia certaines de ses archives privées.

Paul Fromonteil est né en 1930 en Eure-et-Loire. Il adhère dès 1947 au Parti communiste français (PCF) et c'est en 1950 qu'il est élu au comité national. Il devient ensuite, en 1976, secrétaire de Georges Marchais². Cependant, malgré ses responsabilités nationales au sein du Parti communiste français, Jeanne et lui passent la majeure partie de leur vie dans la ville de Châtellerauld. Dans les années 1970, cette ville compte plus de 37 000 habitants dont beaucoup d'ouvriers, ce qui en fait un point d'ancrage important pour le Parti communiste.

Concernant les archives de Jeanne Fromonteil, elles sont de nature variée. On y retrouve des comptes-rendus, des documents préparatoires de réunions, des lettres, des pétitions, des articles de presse ou encore des revues. Elles ont pour la plupart été écrites de sa main entre 1974 et 1975. Elles présentent un intérêt historique puisqu'elles nous permettent de comprendre son parcours et plus largement de mieux appréhender l'engagement des femmes dans le Parti communiste des années 1970. Ces documents nous montrent comment l'action de Jeanne Fromonteil s'est inscrite dans les luttes communistes de cette décennie. Ils mettent en lumière le lien entre le féminisme et le communisme.

Nous avons donc pu analyser deux aspects essentiels des engagements de Jeanne Fromonteil à la fois à l'échelle locale et à l'échelle nationale : ses combats pour l'amélioration des conditions de travail et son positionnement en faveur de la contraception et de l'avortement. Ces deux thématiques permettent de mettre en avant les actions menées en faveur de l'émancipation des femmes dans les années 1960-1970.

En effet, cette période est marquée par le renouvellement des luttes féministes en France. Ce sont des combats auxquels participe activement Jeanne Fromonteil en tant que militante communiste et féministe. Pendant les années 1970, le Parti communiste français comptabilise de plus en plus d'adhérentes³ et c'est à l'échelle locale que la plupart des femmes s'investissent⁴. Seules celles qui ont un niveau d'études supérieures ou une ancienneté dans le militantisme parviennent aux plus hautes fonctions au sein du Parti. C'est dans cette trajectoire que Jeanne Fromonteil s'inscrit.

¹ Les auteures ont réalisé cette enquête en 2020 dans le cadre du Master 1 d'histoire des mondes modernes et contemporains, sous la direction d'Anne Jollet, Laurence Montel et Fanny Le Bonhomme, à l'université de Poitiers, lors de la préparation du diplôme universitaire « Archives et métiers des archives ».

² Paul Fromonteil, en collaboration avec Claude Aumon, *Mémoires d'un militant communiste et d'un élu républicain*, Mégatop, Naintré, mai 2015. À l'occasion du dépôt de ses archives, Paul Fromonteil avait été invité par le CCHA à présenter ses mémoires le 21 novembre 2015. Un compte-rendu de sa conférence a été publié dans la revue du CCHA, « Mémoires d'un élu communiste aux responsabilités locales, nationales et internationales », *RHPC* n° 32, novembre 2016, p. 68-78.

³ Paul Boulland, « Des militants qui se comptent. Mesurer le parti et les pratiques militantes au sein du PCF (années 1920-années 1980) », *Histoire & Mesure*, vol. 33, n°1, 2018, p. 31-60, <https://www.jstor.org/stable/26928176>

⁴ Paul Boulland, Julian Mischi, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », *Vingtième siècle, revue d'Histoire*, 2015/2, n°126, p. 73-86.

Le parcours de Jeanne Fromonteil

Comme le précise sa biographie dans le dictionnaire du mouvement ouvrier⁵, Jeanne Ballet est née le 10 août 1929. Elle fait des études secondaires au lycée de Limoges, ce qui est assez exceptionnel, pendant la guerre, pour une enfant de milieu populaire. En effet, dans toute la population confondue, c'est moins de 5% des filles qui ont accès au lycée à cette époque. Elle entre ensuite à la Faculté de Lettres de Poitiers où elle obtient une licence d'allemand. C'est dans les années 1950 qu'elle participe à des mobilisations pour la paix et contribue à la diffusion du recueil de signatures lancé lors de l'Appel de Stockholm contre l'arme nucléaire le 19 mars 1950. Cette même année, elle adhère au Parti communiste alors qu'elle n'est âgée que de 21 ans. Ce faisant, elle suit le chemin de ses parents qui sont tous deux communistes et elle devient très active sur le plan politique. Elle est notamment candidate à l'Association Générale des Étudiants de Poitiers, membre du comité national de l'Union des Jeunes Filles de France et secrétaire de la section de la Vienne. À la suite de son adhésion au Parti communiste français, elle intègre le Comité de la Fédération Communiste de la Vienne. Mais elle en est écartée lors de la conférence fédérale de 1952 en raison des critiques qu'elle formule à propos de l'attachement inconditionnel pour l'URSS.

En 1952, elle épouse Paul Fromonteil, également communiste, et étudiant à l'université de Poitiers. Le couple aura quatre enfants. Elle commence une carrière dans l'enseignement secondaire où elle devient tour à tour adjointe d'enseignement, surveillante générale au lycée Marcellin-Berthelot, censeure et finalement Principale au collège France-Bloch-Sérazin à Poitiers. C'est elle qui a choisi la dénomination de ce collège qu'elle a inauguré le 18 avril 1970 dans le quartier de Beaulieu en hommage à une grande résistante juive et communiste qui fut assassinée par les nazis à Hambourg avec son mari, Frédéric Sérazin, ouvrier syndicaliste résistant communiste : tout un symbole.



Jeanne Fromonteil est aussi membre du bureau de la section communiste de Châtellerault ce qui lui permet de réintégrer le comité fédéral en 1966 où elle est réélue et devient à cette occasion une des responsables du travail en direction des femmes. Cependant, en raison de son éloignement professionnel, elle n'est réellement présente au comité fédéral qu'à partir de 1971 où elle participe à diverses instances de la section communiste de Poitiers.

Jeanne Fromonteil en 1972. coll. J. Fromonteil

C'est seulement à partir de 1989 qu'elle devient membre du secrétariat de la section communiste de Châtellerault, position qu'elle occupe jusqu'en 2008. Elle s'engage également dans les associations de la mémoire de la déportation (Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, délégation territoriale de la Vienne) et de la mémoire de la Commune de Paris, jusqu'au 21 juin 2019, date de son décès à l'âge de 89 ans.

⁵ Claude Pannetier (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Le Maitron, Deux siècles d'histoire sociale*, Paris, éditions de l'Atelier, Cd-Rom et site <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>, article de Jacques Girault.

Les combats pour l'amélioration des conditions de travail des femmes

Les années 1970 sont marquées par des luttes menées par les femmes pour améliorer leurs conditions de travail. Elles sont portées à l'échelle nationale comme à l'échelle locale et la ville de Châtellerauld en est un bon exemple. Pour illustrer cela, en 1968, 350 Châtelleraudaises travaillant dans une usine de conserves de champignons, la *Socotra*, décident de mener un mouvement de grève en ayant pour revendication principale la mise à disposition d'un brancard médical. Il existe à cette époque plusieurs pôles locaux de résistance au sein des entreprises qui font écho aux luttes nationales dans le secteur de l'industrie alimentaire mais également dans le secteur de l'armement en pleine restructuration : la manufacture d'armes de Châtellerauld ferme en 1968 et les combats des femmes pour le maintien des emplois ont été très visibles⁶.



Participation de femmes à une manifestation contre la fermeture de la manufacture d'armes en 1961.
Archives de la FNTE-CGT-SHD-CAAPC

Dans les années 1970, les femmes et leurs conditions de vie semblent être un des enjeux importants pour le PCF. Ces préoccupations sont notamment dues au changement de place des femmes, qui tendent de plus en plus à travailler, s'émancipant en partie du rôle de mères au foyer. Les archives de Jeanne Fromonteil font état d'une conférence fédérale tenue les 12 et 13 octobre 1974 à Chauvigny. Elle a pour but de contacter les femmes qui travaillent à l'extérieur ainsi que celles qui restent au foyer dans trois lieux principaux : les quartiers, les entreprises, les marchés. Cela permet au Parti communiste français de toucher plus de femmes, d'organiser et de planifier un suivi régulier de l'avancée des mouvements revendicatifs et de leur implantation. Jeanne Fromonteil y prononce un discours de soutien aux femmes en lutte, dans lequel elle aborde la crise que connaît le système capitaliste, annonce la création d'un journal qui définit clairement ses positions politiques et propose la rédaction de pétitions qui seront diffusées dans un périmètre le plus large possible, notamment jusqu'à Naintré. Entre 1974 et 1975, elle décide de distribuer les pétitions dans des entreprises comme Marshall (équipements d'automobiles), Jaeger (société horlogère suisse de montage de montres pour tableaux de bord de voitures) et des quartiers, plus particulièrement les Minimes, la Plaine d'Ozon, les Tours Sainte-Catherine et les Renardières. Dans ses notes de réunion, elle justifie le choix de ces lieux de diffusion : des quartiers où l'on recense beaucoup d'ouvrières et d'entreprises et des endroits où sont implantées des cellules du Parti communiste chargées d'accompagner les luttes des femmes. Ces préoccupations sont d'autant plus présentes dans le débat public que l'ONU décide de faire de 1975 l'année internationale des femmes.

⁶ M.-C. Albert, P. Bugnet, D. Hamelin, P. Mortal, *La manufacture d'armes de Châtellerauld, une histoire sociale (1819-1968)*, La Crèche, Geste éditions, 2013 : dans le cahier d'illustrations figure une photographie de la manifestation de femmes contre la fermeture de la Manu fin 1961 en lien avec le comité féminin de soutien aux ouvriers de la Manu, SHD-CAAPC, Châtellerauld, fonds de la FNTE-CGT.

La section du PCF de Châtellerauld entreprend alors une grande enquête sur leur place dans les usines. Un questionnaire est distribué dans des foyers de la ville, permettant de recueillir des témoignages. Ce document figure dans les archives de Jeanne Fromonteil. Il traite de quatre grandes catégories de luttes : pour l'emploi féminin, la recherche de métiers plus intéressants, l'équilibre entre le travail et la famille, le travail et l'émancipation des femmes. Il est complété par plusieurs témoignages ; ainsi on peut y lire ce que dit Aline, 29 ans, mariée, deux enfants, employée de bureau, habitant dans les Tours-Sainte-Catherine : *J'aurais voulu pouvoir étudier mais avec mes 2 enfants ce n'était pas possible. Il a fallu travailler. Et puis je ne trouve pas le temps pour lire entre les enfants, le ménage, la cuisine et pourtant je m'accroche, j'essaie de passer des concours internes.*

À ce moment-là, les actions du PCF passent par la distribution de tracts, la diffusion d'articles de presse, la création de postes à l'intention des femmes, par de nombreux débats et conférences. Par exemple à Châtellerauld, une conférence suivie de débats a lieu le mercredi 14 mai 1975 et s'articule autour de la place des femmes dans le communisme et le travail. Jeanne Fromonteil détient plusieurs documents concernant cette conférence : le questionnaire destiné à recueillir des témoignages préparatoires, le journal mensuel de la fédération du Parti communiste de la Vienne, *La Vienne démocratique*, annonçant l'évènement, le compte-rendu du débat qui avait pour objectif de faire signer une pétition nationale par les femmes de la Vienne. Cette pétition avait pour finalité d'affirmer la place des femmes dans le travail et la société mais également dans la famille. Cette action confirme l'investissement des femmes au sein des partis politiques, en particulier du Parti communiste. Ce dernier a d'ailleurs organisé une journée d'action des femmes à Saint-Ouen le 7 juin 1975. Elle en rassemble plus de 10 000 et une pétition nationale y est élaborée. Un million de signatures est collecté partout en France puis renvoyé aux parlementaires communistes.

pour vivre autrement

Un million de femmes dans l'action avec le Parti communiste français

Nous voulons vivre pleinement notre vie.

Nous réclamons le droit à l'emploi, à l'égalité, le temps et les moyens de vivre, de meilleurs salaires et l'augmentation des prestations familiales, des crèches, des centres de contraception, le droit aux loisirs, à la culture, la possibilité de participer aux choix à tous les niveaux.

Mais partout nos aspirations se heurtent à d'insurmontables obstacles : le chômage, la hausse des prix, l'austérité qui sont le résultat de la politique gouvernementale menée en faveur des intérêts privés.

Des moyens existent pourtant pour satisfaire nos revendications à condition de faire payer les milliardaires comme le propose le Parti communiste français.

Avec lui, nous exigeons du gouvernement l'application immédiate de 25 mesures pour améliorer notre vie et garantir nos droits (voir au verso).

Nous soutenons les propositions contenues dans le Programme commun de gouvernement, seule issue à la crise, dont l'application permettra de faire progresser profondément la condition féminine.

Noms	Signatures	Noms	Signatures

Texte de la pétition élaborée par le PCF à l'occasion de la journée d'action nationale du 7 juin 1975 à Saint-Ouen et relayée à l'échelle locale, coll. J. Fromonteil

Jeanne Fromonteil a conservé la trace de cette pétition intitulée *Pour vivre autrement et vivre mieux : un million de femmes dans l'action avec le Parti communiste français*. Cette dernière présente plusieurs revendications dont trois principales : l'amélioration des conditions de vie, l'amélioration des conditions de travail et l'émancipation des femmes de la tutelle des hommes.

La commission féminine de la section châtelleraudaise du Parti communiste français envoie une lettre à Pierre Abelin, maire de Châtellerauld et ministre de la Coopération au sein du gouvernement de Jacques Chirac, afin de donner de la visibilité aux revendications des femmes.

Avec 3 000 tracts à l'appui, Jeanne Fromonteil s'occupe de la diffusion de la pétition à Châtellerauldans les quartiers et les entreprises et recueille 800 signatures.

Dans le rapport qu'elle transmet au comité de la section, elle explique qu'à la suite de cette action, plusieurs demandes d'adhésion ont été reçues par le Parti communiste en raison de son positionnement en faveur des droits des femmes.

"COMMISSION FÉMININE DE LA
SECTION DE CHATELLERAULT DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Châtellerauld, le 6.6.1975.

Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous en tant que maire de Châtellerauld et en tant que membre du gouvernement actuel.

Plus de 800 femmes de notre ville ont signé la pétition nationale "Pour vivre autrement, et vivre mieux, un million de femmes dans l'action avec le Parti Communiste."

Elles réclament que des mesures soient prises immédiatement pour garantir aux femmes des droits effectifs : le droit au travail (assuré notamment par la création de nombreux emplois, par une véritable formation professionnelle initiale et permanente ...), des droits égaux, le développement de l'information sur la contraception, la maternité mieux protégée, le remboursement de l'avortement par la Sécurité Sociale et des crédits pour appliquer la loi.

Elles réclament que leur soient donnés les moyens et le temps de vivre par l'augmentation générale des rémunérations, par l'égalité des salaires pour un travail équivalent, par la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et toutes mesures efficaces contre la hausse des prix, par le relèvement de 30 % des allocations familiales, par la gratuité scolaire, par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, par l'ouverture dès 55 ans du droit à la retraite et le départ avancé d'un an par enfant élevé.

Elles réclament pour l'enfance et la famille : la création immédiate d'une crèche, des moyens importants pour l'école maternelle et des installations de loisirs pour les enfants, des services collectifs en nombre suffisants pour alléger le temps ménager du couple, des équipements culturels et sportifs importants dans les quartiers et les entreprises pour en faciliter la fréquentation par les femmes.

Elles réclament, pour favoriser la participation des femmes aux affaires publiques l'extension des droits syndicaux, la reconnaissance des droits politiques à l'entreprise, le respect et l'extension des libertés et moyens financiers des communes pour permettre une réelle concertation avec les femmes et leurs organisations, l'application à toute élection du scrutin proportionnel qui favoriserait la présence des femmes dans toutes les assemblées élues.

.../...

Extrait de la lettre adressée le 6 juin 1975 à M. Pierre Abelin, maire de Châtellerauld et ministre, par la commission féminine de la section communiste de Châtellerauld recensant les revendications signées par 800 Châtelleraudaises, coll. J. Fromonteil

— 3000 Tracts diffusés de Quartiers et entreprises où
pétitions signées

UN MILLION de signatures
dont 800 CHATELLERAUDAISES

ont été rassemblées par 10 000 FEMMES AU RENDEZ-VOUS DU P.C.F.

Dix mille femmes ont remis les pétitions de la France entière aux parlementaires communistes. Ces milliers de signatures traduisent l'aspiration des femmes à vivre mieux, à vivre libres.

Est-ce ETRE LIBRE que de ne pas
AVOIR LES MOYENS

Sont-elles libres ces millions de femmes dont le travail est épuisant et mal payé ?
Est-elle libre la femme qui faute d'argent ne peut satisfaire les besoins de la famille ?
Est-elle libre la femme à qui le patron brusquement enlève l'emploi, qui tremble d'entendre son mari annoncer qu'on licencie dans son entreprise ou qu'on réduit les horaires ?

D'UNE VIE DIGNE
ET SURE ?

Est-ce ETRE LIBRE que de ne pas
POUVOIR
CHOISIR SA VIE ?

Où est la liberté lorsqu'on ne peut avoir le nombre d'enfant qu'on désire parce qu'on n'a pas les moyens de les élever ? Où est la liberté pour les femmes qui veulent travailler lorsqu'il n'y a pas suffisamment de crèches, d'équipements divers pour accueillir les enfants ? Où est la liberté lorsqu'on est exclue du droit à une véritable formation professionnelle, du droit d'exercer le métier de son choix ?

250
250
200
200
200
200
200
200

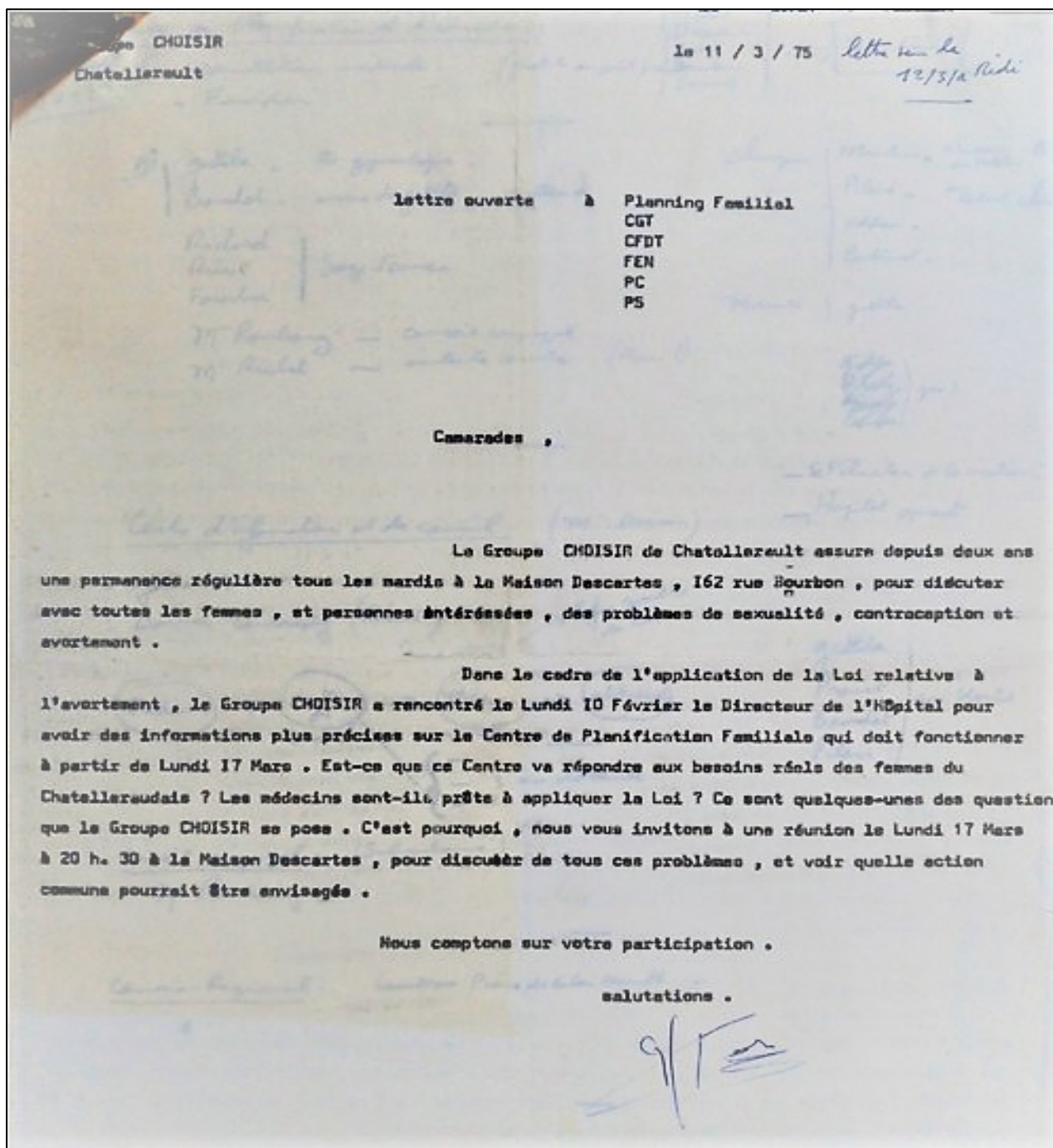
UN MILLION DE FEMMES A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
SONT PRONONCEES EN FAVEUR DE SOLUTIONS IMMEDIATES A LA CRISE

UNE DELEGATION DES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES, conduite par Mme M.T. GOUTMAN
présidente du groupe des Sénateurs, a transmis ces pétitions à M. CHIRAC.

Tract distribué par Jeanne Fromonteil et les femmes du PCF à Châtelleraut lors de la campagne nationale de juin 1975 autour des revendications des femmes, coll. J. Fromonteil.

Les combats pour les droits des femmes : la contraception et l'avortement

Les luttes concernent également d'autres enjeux tels que le droit au divorce, la contraception, l'avortement. Ils ont émergé lors des événements de mai 68 à l'échelle nationale et dans le sillage du *Women Lib's American* à l'échelle internationale. À Châtellerauld, Jeanne Fromonteil participe activement à l'avancée de ces questions. La contraception, l'avortement ainsi que le divorce constituent des préoccupations importantes pour les femmes dans les années 1970. C'est seulement le 11 juillet 1975 qu'une loi autorisant le divorce par consentement mutuel est promulguée. Jusqu'alors seuls les maris avaient le droit de choisir de divorcer sans autorisation préalable de leur épouse. C'est dans ce contexte que, le 11 mars 1975, Jeanne Fromonteil écrit une lettre au nom du groupe *Choisir*.



Lettre ouverte adressée au nom du groupe *Choisir*, le 11 mars 1975, par Jeanne Fromonteil au Planning Familial, à des syndicats et à des partis, coll. J. Fromonteil

L'association *Choisir la cause des femmes* a été créée en janvier 1971 par Simone de Beauvoir⁷ et Gisèle Halimi⁸. Cette association a pour objectif de lutter en faveur de l'abrogation de la loi de 1920 qui interdit l'avortement et la contraception, mais également de défendre les anonymes qui pourraient être inquiétés judiciairement suite au manifeste de 343 femmes. Le groupe *Choisir* se spécialise dès l'année 1972 sur les questions qui concernent l'avortement libre ainsi que la contraception. Cette lettre ouverte est destinée aux syndicats de la Confédération Générale du travail (CGT), de la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN) et la Confédération française et démocratique du Travail (CFDT), au Parti communiste ainsi qu'au Parti socialiste. Le groupe *Choisir*, dont fait partie Jeanne Fromonteil, organise tous les mardis des discussions avec des femmes sans distinction de leur niveau social ni de leur niveau d'instruction.

Pour Jeanne Fromonteil, la première action à mener est l'information des femmes : elle souhaite les documenter sur la contraception et l'éducation sexuelle par le biais de la création d'équipements sociaux et culturels. Ces discussions interviennent quelques temps après la publication par l'institut national de la santé et de la recherche d'un article important, le 27 septembre 1974, à propos des avancées médicales et scientifiques en terme de maîtrise de la natalité. Ce rapport, conservé par Jeanne Fromonteil, aborde les différentes causes de la mortalité infantile, le manque d'instruction des femmes au-delà du niveau d'études primaires, la hausse des risques de prématurité du nouveau-né chez la future mère âgée de plus de 40 ans ou encore les risques d'hypertrophies du nourrisson si elle est fumeuse. Il recommande d'augmenter le nombre de visites prénatales et de mieux former les médecins généralistes. Toutefois, le Parti communiste est absent lors de la première séance de discussions. Ses représentants sont alors conviés à une réunion avec le Planning Familial afin d'obtenir l'ouverture d'un centre à Châtellerault. À la suite de la promulgation de la loi Veil le 17 janvier 1975 autorisant l'interruption volontaire de grossesse, Jeanne Fromonteil prend contact avec des responsables du Planning familial afin de s'informer de tout ce qui est prévu pour traiter des questions d'éducation sexuelle et d'avortement libre. C'est alors sur les médecins de famille que la commission féminine du Parti communiste s'appuie pour développer localement des centres de contraception.

Portée par cette dynamique, Jeanne Fromonteil écrit un résumé de la réunion du 18 avril 1975 avec le groupe *Choisir*. Plusieurs propositions sont apportées telles que la création d'une formation professionnelle spécifique aux questions d'avortement libre, de contraception et de natalité, ainsi qu'un remboursement partiel ou complet des frais médicaux. Le groupe *Choisir* demande également un rendez-vous au directeur du centre de planification et d'éducation familiale, ouvert le 17 mars 1975 dans le service de maternité du centre hospitalier Camille-Guérin à Châtellerault. Ces réflexions font l'objet d'une nouvelle réunion le 21 avril 1975, qui rassemble la FEN, le Parti communiste, le Parti socialiste ainsi que le groupe *Choisir* et le Planning Familial. Les femmes y reçoivent des informations sur le fonctionnement du centre, ses horaires d'ouverture, son personnel, son budget. Une formation professionnelle complémentaire est proposée. La contraception prend une place importante afin de faire comprendre que l'avortement libre ne doit pas être un moyen de régulation des naissances.

Ces différents mouvements revendicatifs qui ont marqué les années 1970 sont donc portés par les femmes communistes dont Jeanne Fromonteil. Menés essentiellement à l'échelle locale, ils n'en sont pas moins le reflet des luttes nationales et demeurent au cœur des débats.

⁷ Simone de Beauvoir (1908-1986), philosophe célèbre pour ses écrits, notamment *Le Deuxième Sexe* publié en 1949 dans lequel elle déclare : *On ne naît pas femme, on le devient*. Sylvie Chaperon et Christine Delphy, *Le Cinquantenaire du Deuxième Sexe*, Paris, Syllepse, 2000.

⁸ Gisèle Halimi (1927-2020), avocate féministe qui a défendu durant toute sa vie les droits des femmes.

Ainsi, la question de l'avortement est toujours d'actualité en France et en Europe. En effet, l'Assemblée nationale étudie depuis septembre 2020 le projet d'amendement sur l'allongement de la durée maximale de grossesse pour l'avortement. Au contraire, en Pologne, le tribunal constitutionnel a légiféré en faveur de l'interdiction totale de l'avortement. Concernant la question de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, demandée dès les années 1970, celle-ci peine à aboutir, comme le prouvent régulièrement les études de l'INSEE.

Il convient également de souligner, pour conclure, que le parcours de Jeanne Fromonteil en tant que femme communiste n'est pas unique ; nous pouvons en citer d'autres comme celui d'Isabelle Douteau (1914-2004)⁹. Elle s'est mobilisée dès la Libération, en devenant secrétaire de la section communiste de Loudun, puis présidente départementale de l'Union des femmes françaises (UFF), une organisation féminine créée à la Libération à l'initiative du Parti communiste français, qui mobilise des adhérentes de divers horizons culturels et politiques et porte les débats sur le statut des femmes¹⁰.

Son engagement prend une tournure nationale lorsqu'en 1947 elle remplace l'élu communiste Alphonse Bouloux comme députée de la Vienne jusqu'en 1951. Ces militantes ont mené un combat de longue durée, celui de l'égalité entre les hommes et les femmes qui a débuté bien avant et se poursuivra bien après¹¹.

Les auteures remercient les enfants de Paul et Jeanne Fromonteil d'avoir autorisé la publication de cet article et des documents confiés.

⁹ In *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français...*, *Op.cit.* <https://maitron.fr/spip.php?article22931> Notice DOUTEAU Isabelle [née SUREAU Élisabeth, Louise, Émilienne, dite Isabelle, épouse DOUTEAU] par Claude Penetier, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 12 décembre 2017.

¹⁰ Sandra Fayolle, *L'Union des femmes Françaises : une organisation féminine de masse du parti communiste français (1945-1965)*, Thèse de doctorat en Science politique sous la direction de Philippe Braud, 2005, Paris 1.

¹¹ Nicole Pellegrin, dans l'introduction des textes qu'elle présente sous le titre *Écrits féministes de Christine de Pisan à Simone de Beauvoir*, Flammarion, 2021, précise que *les plafonds de verre existent toujours et que les lendemains peuvent ne plus chanter*.